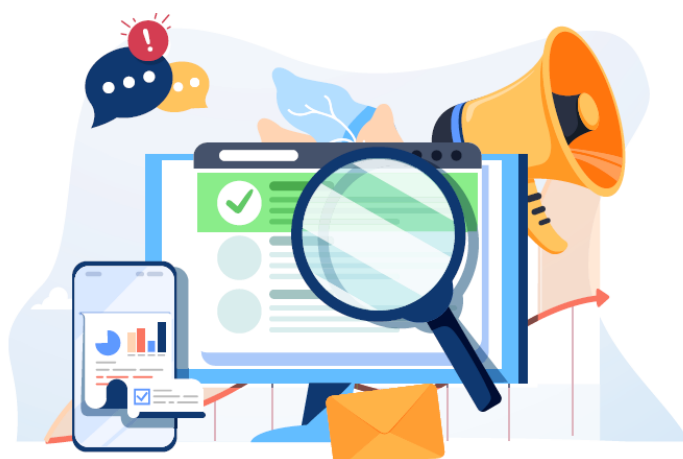


L'Actu de la semaine

Du 24 au 28 juin 2019



FISCAL

SOCIAL

AFFAIRES

IMMOBILIER

CIVIL

DIVERS

Nos documentalistes recensent pour vous chaque semaine l'essentiel de l'actualité repérée sur les sites institutionnels et transmis à nos Rédactions.

FISCAL

Sites institutionnels

- CEDEF - [Lettre d'actualité du 21 juin 2019](#)
- [Circulaire DLF](#): Appel de texte des articles budgétaires et fiscaux pour la préparation du projet de loi de finances pour 2020 (PLF 2020)
- [Communiqué Min. comptes publics](#): 89 % d'utilisateurs satisfaits de la qualité de services de la Direction Générale des Finances Publiques en 2018
- [Communiqué Cour des comptes](#): Les finances publiques locales 2019 – Fascicule 1
- [Rapport de Patrick de Cambourg](#) sur l'information extra-financière des entreprises : « Une ambition et un atout pour une Europe durable » Mai 2019
- [Actualité H3C](#): Certification des comptes des « petites entreprises » : homologation de deux normes d'exercice professionnel
- [Note du CAE n° 53](#): Les impôts sur (ou contre) la production ?
- [BOD Blanc n° 7309 du 26 juin 2019](#): Droits et taxes applicables aux produits énergétiques à compter du 1er juillet 2019
- [Actualité France Stratégie](#): Appel à projets de recherche - Comité d'évaluation des réformes de la fiscalité du capital
- [Communiqué Sénat](#): Taxe sur les services numériques ("taxe GAFA") : députés et sénateurs parviennent à un accord sur le projet de loi
- [Rapport](#) d'activité 2018 de la DGFIP
- [Rapport annuel](#) de la Commission des infractions fiscales

Jurisprudence

- Majoration de 25 % de l'assiette de l'impôt sur le revenu applicable à des revenus de capitaux mobiliers particuliers : [Conseil constitutionnel n° 2019-793 QPC du 28-6-2019](#)

Au BOFiP-Impôts

- [21/06/2019](#) : IR - Crédit d'impôt pour la transition énergétique (CITE) - Prorogation jusqu'au 31 décembre 2019 de la période d'application du CITE et modification de son champ et de ses modalités d'application (loi n° 2018-1317 du 30 décembre 2018 de finances pour 2019, art. 182)
- [21/06/2019](#) : INT - ANNX - Liste des accords relatifs à l'échange de renseignements en matière fiscale conclus par la France
- [26/06/2019](#) : IR - PAS - Détermination du crédit d'impôt modernisation du recouvrement (CIMR) en cas de modification de la catégorie d'imposition d'une même activité libérale – Rescrit
- [26/06/2019](#) : BIC - IF - Rénovation des exonérations d'impôt sur les bénéfices, de cotisation foncière des entreprises (CFE), de taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB) et de taxe foncière sur les propriétés non bâties (TFNB) en faveur des entreprises localisées dans les DOM dans le cadre des zones franches d'activité nouvelle génération (ZFANG) (loi n° 2018-1317 du 28 décembre 2018 de finances pour 2019, art. 19)
- [26/06/2019](#) : IS - Retrait des commentaires relatifs à la contribution exceptionnelle sur l'impôt sur les sociétés (code général des impôts, art. 235 ter ZAA) ainsi qu'à la contribution exceptionnelle sur l'impôt sur les sociétés et à la contribution additionnelle à la contribution exceptionnelle sur l'impôt sur les sociétés (loi n° 2017-1640 du 1er décembre 2017 de finances rectificative pour 2017, art. 1er)
- [26/06/2019](#) : IF - CFE - Retrait de commentaires doctrinaux obsolètes relatifs à l'exonération temporaire de cotisation foncière des entreprises (CFE) des auto-entrepreneurs (CGI, art. 1464 K)
- [26/06/2019](#) : IF - Cotisation foncière des entreprises - Recouvrement (Décret n° 2017-975 du 10 mai 2017 portant application de l'article 60 de la loi n° 2016-1917 du 29 décembre 2016 de finances pour 2017 et modification des modes de paiement des impôts sur rôle, art. 2)
- [27/06/2019](#) : CF - Délit de fraude fiscale - Renforcement des sanctions pénales (loi n° 2017-1837 du 30 décembre 2017 de finances pour 2018, art. 106 et loi n° 2018-898 du 23 octobre 2018 relative à la lutte contre la fraude, art. 16 et 23) - Réforme de la procédure de poursuite pénale (loi n° 2018-898 relative à la lutte contre la fraude, art. 36 et 37) et possibilité de transaction fiscale en cas de poursuites pénales (loi n° 2018-898 relative à la lutte contre la fraude, art. 35) - Création du service d'enquêtes judiciaires des finances (décret n° 2019-460 du 16 mai 2019 portant création d'un service à compétence nationale dénommé « service d'enquêtes judiciaires des finances »)

Au Journal Officiel

- [Décret n° 2019-616 du 21 juin 2019](#) relatif au règlement des différends fiscaux dans l'Union européenne
- [Arrêté du 3 mai 2019](#) pris pour l'application du premier alinéa de l'article 242 septies du code général des impôts
- [Arrêté du 20 juin 2019](#) fixant les modèles d'imprimés à utiliser pour l'application des articles L. 731-14 à L. 731-23 du code rural et de la pêche maritime
- [Décret n° 2019-653 du 27 juin 2019](#) relatif aux obligations déclaratives en matière de transmission d'entreprises bénéficiant des exonérations partielles des droits de mutation à titre gratuit prévues aux articles 787 B et 787 C du code général des impôts
- [Décret n° 2019-654 du 27 juin 2019](#) pris pour l'application du droit de renonciation à l'option pour l'impôt sur les sociétés prévu aux articles 239 et 1655 sexies du code général des impôts
- [Décret n° 2019-656 du 27 juin 2019](#) relatif aux obligations déclaratives incombant aux redevables personnes physiques réalisant, directement ou par personnes interposées, à titre occasionnel, des cessions d'actifs numériques en application du B du V de l'article 150 VH bis du code général des impôts ainsi qu'aux détenteurs de comptes d'actifs numériques ouverts dans des établissements situés à l'étranger en application du dernier alinéa de l'article 1649 bis C du code général des impôts
- [Arrêté du 27 juin 2019](#) abrogeant les articles 22 et 23 de l'annexe IV au code général des impôts
- [Décret n° 2019-659 du 27 juin 2019](#) relatif aux modalités d'habilitation et de désignation des agents de plusieurs organismes et administrations à accéder aux informations issues du traitement automatisé dénommé « Estimer un bien », du fichier national des comptes bancaires, du fichier des contrats de capitalisation et d'assurance vie, et du traitement automatisé d'informations nominatives dénommé « Base nationale des données patrimoniales »

Union Européenne - International

- [Communiqué OCDE](#) : Le Maroc signe un accord historique pour renforcer ses conventions fiscales
- [Communiqué OCDE](#) : L'Inde dépose son instrument de ratification de la Convention Multilatérale BEPS
- Renvoi préjudiciel – Article 53, paragraphe 2, et article 94 du règlement de procédure de la Cour – Absence de précisions suffisantes concernant le contexte factuel et réglementaire du litige au principal et les raisons justifiant la nécessité d'une réponse aux questions préjudicielles – Irrecevabilité manifeste : [Ord. CJUE 5-6-2019 aff. 10/19](#)
- Renvoi préjudiciel – Fiscalité – Système commun de taxe sur la valeur ajoutée (TVA) – Directive 2006/112/CE – Article 132, paragraphe 1, sous c) – Exonérations – Professions médicales et paramédicales – Chiropraxie et ostéopathie – Article 98 – Annexe III, points 3 et 4 – Médicaments et dispositifs médicaux – Taux réduit – Fourniture dans le cadre

d'interventions ou de traitements à vocation thérapeutique – Taux normal – Fourniture dans le cadre d'interventions ou de traitements à vocation esthétique – Principe de neutralité fiscale – Maintien des effets d'une réglementation nationale incompatible avec le droit de l'Union : [CJUE 27-6-2019 aff. 597/17](#) – [Conclusions](#)

- [Communiqué OECD](#) : La Belgique dépose son instrument de ratification de la Convention Multilatérale BEPS

SOCIAL

Sites institutionnels

- [Rapport Activité 2018 MSA](#) - Au plus près des besoins
- [Communiqué OIT](#) : Adoption d'une nouvelle norme internationale du travail pour combattre la violence et le harcèlement au travail
- [Communiqué OIT](#) : 108e Conférence internationale du Travail: La Conférence internationale du Travail s'achève par l'adoption d'une convention et d'une déclaration majeures
- [Communiqué de presse ministériel](#) : Congé paternité enfants hospitalisés
- [Communiqué de presse ministériel](#) : Adoption de la première convention internationale pour l'élimination de toutes formes de violence et de harcèlement dans le monde du travail
- [Etude DGEFP-AFPA](#) : Règlement général sur la protection des données (RGPD) : Le métier de Délégué à la Protection des Données (DPO), un an après
- [Communiqué Unedic](#) : Les allocations d'assurance chômage sont revalorisées de 0,70 % à partir du 1er juillet 2019 | Unedic.fr
- [Communiqué Min. travail](#) : 1ère édition des « réussites du dialogue social »
- [Communiqué CNETP](#) : Canicule et arrêts intempéries : bon à savoir
- [BOCC n° 2019/16 du 4 mai 2019](#)
- [Communiqué AGS](#) : suite à la réunion du Conseil d'Administration de l'AGS du 26/06/19 – Malgré une hausse significative des avances salariales, l'AGS décide de ne pas augmenter le taux de cotisation des entreprises
- [Communiqué Ameli](#) : Les démarches pour embaucher dans le cadre du Brexit
- [Communiqué Agirc-Arrco](#) : L'Agirc-Arrco adopte une charte pour l'investissement socialement responsable de ses réserves

Jurisprudence

- Sécurité sociale – assurances sociales du régime général : [Cass. 2^e civ. du 20-6-2019 n°18-19.006](#)
- Statut collectif du travail : [Cass. soc. du 26-6-2019 n° 17-28.287 à 17-28.292](#) – [note explicative](#)
- Contenu de l'enquête contradictoire devant être menée par l'inspecteur du travail dans le cadre de l'instruction d'une demande d'autorisation de licenciement d'un salarié protégé : [TA Cergy-Pontoise 28-5-2019 n°1609853](#)

Au Journal Officiel

- [Décret n° 2019-619 du 21 juin 2019](#) définissant la liste des collectivités territoriales retenues pour l'expérimentation « guichet unique – instruction et programmation partagée – référent unique » prévue à l'article 31 de la loi n° 2018-727 du 10 août 2018 pour un Etat au service d'une société de confiance
- [Décret n° 2019-630 du 24 juin 2019](#) relatif à la création d'un congé de paternité en cas d'hospitalisation de l'enfant
- [Arrêté du 24 juin 2019](#) fixant les unités de soins spécialisées visées par l'article L. 1225-35 du code du travail pour l'attribution du congé de paternité en cas d'hospitalisation immédiate de l'enfant
- [Décret n° 2019-632 du 24 juin 2019](#) modifiant le décret n° 2011-2085 du 30 décembre 2011 relatif à l'exonération générale sur les bas salaires et au taux des cotisations et de la contribution sociales applicables à Mayotte
- [Décret n° 2019-633 du 24 juin 2019](#) relatif aux obligations fixées pour le bénéfice des dispositions prévues au I ter de l'article L. 136-7 du code de la sécurité sociale
- [Arrêté du 19 juin 2019](#) portant approbation des modifications apportées aux statuts de la section professionnelle des experts-comptables et commissaires aux comptes (CAVEC)
- [Arrêté du 20 juin 2019](#) relatif aux montants du forfait journalier hospitalier prévu à l'article L. 174-4 du code de la sécurité sociale

- [Arrêté du 19 juin 2019](#) relatif au repérage de l'amiante avant certaines opérations réalisées dans les navires, bateaux, engins flottants et autres constructions flottantes
- [Arrêté du 20 juin 2019](#) fixant les modèles d'imprimés à utiliser pour l'application des articles L. 731-14 à L. 731-23 du code rural et de la pêche maritime
- [Décret n° 2019-657 du 27 juin 2019](#) relatif aux conditions de perte du bénéfice des dispositions mentionnées à l'article L. 6111-6 du code du travail pour les organismes chargés du conseil en évolution professionnelle
- [Décret n° 2019-658 du 27 juin 2019](#) relatif à l'expérimentation du contrat d'accès à l'entreprise

Union Européenne

- Manquement d'État – Article 258 TFUE – Article 49 TFUE – Directive 2006/123/CE – Article 15, paragraphes 2 et 3 – Directive 2005/36/CE – Articles 13, 14, 50 et annexe VII – Liberté d'établissement – Reconnaissance des qualifications professionnelles – Règles nationales concernant les prestataires de formation des médiateurs : [CJUE 26-6-2019 aff. 729/17](#)

AFFAIRES

Sites institutionnels

- Le [rapport d'activité 2018](#) de l'AFA est disponible
- [Communiqué DGCCRF](#) - Lutte contre les fraudes alimentaires : la DGCCRF a participé à une action coordonnée européenne dans le domaine des produits bio
- [Position AMF DOC-2011-08](#) : Questions - réponses relatives aux opérations sur le FOREX
- [Communiqué ADLC](#) : Négociation immobilière / notaires – [Décision 19-D-12](#)
- [Communiqué ADLC](#) : Huissiers de justice – [Décision 19-D-13](#)
- [Communiqué CLCV](#) : Projet de loi énergie-climat - Les tarifs réglementés d'électricité doivent assurer la stabilité des prix
- Publication du [rapport annuel 2018](#) de la Commission des clauses abusives
- [Dossier ACPR](#) : La lutte contre les offres frauduleuses
- [Communiqué UFC-Que choisir](#) : Action de groupe contre Google
- [Rapport annuel d'activité 2018](#) de la Commission d'examen des pratiques commerciales
- [Actualité Autorité de la Concurrence](#) : La deuxième édition d'@Echelle se tiendra le mardi 16 juillet et aura pour thème la politique de concurrence à l'ère du numérique
- [Décision AMF du 25 juin 2019](#) relative aux modifications des règles de fonctionnement du Livre II des règles d'Euronext Paris S.A. relatif à l'abaissement du seuil de retrait obligatoire à 90 %
- [Communiqué AMF](#) : Commercialisation de produits financiers aux personnes âgées vulnérables : le Pôle commun AMF-ACPR publie une synthèse des réponses à la consultation publique
- [Communiqué AMF](#) : L'Autorité des marchés financiers met en garde le public à l'encontre de la société et du site internet Vanilla Golden Trade
- [Communiqué Min. économie](#) : Commerçants de proximité : publication du guide « En avant vers le numérique ! »
- [Communiqué DGCCRF](#) : Pratiques commerciales déloyales - la Cour d'appel de Paris condamne General Electric à une amende de deux millions d'euros
- [Communiqué ACPR](#) : La mise à jour des lignes directrices conjointes de l'ACPR et de la Direction générale du Trésor sur la mise en oeuvre des mesures de gel
- [Communiqué AMF](#) : La Commission des sanctions de l'Autorité des marchés financiers sanctionne une société de gestion de portefeuille pour des manquements à ses obligations professionnelles

Jurisprudence

- Abus de bien sociaux et blanchiment - expert-comptable : [Cass. crim. 18-6-2019 n° 19-82.559](#)
- Marchés et contrats administratifs- Formation des contrats et marchés- Qualité pour contracter - Interdiction de soumissionner facultative (art. 48 de l'ordonnance du 23 juillet 2015) - Exclusion d'un opérateur d'un marché en cours de passation par l'acheteur - Appréciation du comportement de l'opérateur dans le cadre de la procédure de passation en cause ou dans le cadre d'autres procédures récentes : [CE 24-6-2019 n° 428866](#)
- Marques : [Cass. crim. du 26-6-2019 n° 17-87.485](#)

- Contrat d'assurance : [Cass. crim. du 26-6-2019 n° 18-85.209](#)
- Sociétés (règles générales) : [Cass. 3^e civ. 27-6-2019 n° 18-17.662](#)
- Assurance responsabilité : [Cass. 3^e civ. 27-6-2019 n° 17-28.872](#)
- Sûretés réelles immobilières – hypothèque : [Cass. 3^e civ. 27-6-2019 n° 18-10.836](#)
- Compétence : [Cass. 2^e civ. 27-6-2019 n° 18-19.466](#)

Au Journal Officiel

- [Arrêté du 24 avril 2019](#) modifiant l'arrêté du 29 mai 2009 relatif aux transports de marchandises dangereuses par voies terrestres
- [Décret n° 2019-627 du 24 juin 2019](#) modifiant l'annexe 7-2 du livre VII du code de commerce (partie réglementaire) fixant le nombre des juges et le nombre des chambres des tribunaux de commerce
- [Arrêté du 24 juin 2019](#) pris en application de l'article R. 337-20-I du code de l'énergie
- [Arrêté du 19 juin 2019](#) fixant le contenu du formulaire de demande d'habilitation pour réaliser l'analyse d'impact mentionnée au III de l'article L. 752-6 du code de commerce
- [Décret n° 2019-642 du 26 juin 2019](#) relatif aux pratiques commerciales prohibées pour certaines catégories de produits biocides
- [Décret n° 2019-643 du 26 juin 2019](#) relatif à la publicité commerciale pour certaines catégories de produits biocides
- [Arrêté du 26 juin 2019](#) relatif à la fixation du taux de l'intérêt légal
- [Avis du 27 juin 2019](#) relatif à l'application des articles L. 314-6 du code de la consommation et L. 313-5-1 du code monétaire et financier concernant l'usure
- [Décret n° 2019-655 du 27 juin 2019](#) pris en application de l'article L. 532-48 du code monétaire et financier

Union Européenne

- [Communiqué Commission européenne](#) : Double niveau de qualité des denrées alimentaires: la Commission publie une étude analysant les différences dans la composition des denrées alimentaires de l'UE – [Questions-Réponses](#)
- [Clauses abusives dans les contrats conclus avec les consommateurs – Directive 93/13/CEE – Procédure d'exécution forcée d'une créance hypothécaire – Acte notarié directement exécutoire – Contrôle judiciaire des clauses abusives – Suspension de l'exécution forcée – Incompétence du juge saisi de la demande d'exécution forcée – Protection du consommateur – Principe d'effectivité – Interprétation conforme: CJUE 26-6-2019 aff. 407/18](#)
- [Transport aérien – Règlement \(CE\) no 261/2004 – Article 5, paragraphe 3 – Indemnisation des passagers en cas de refus d'embarquement et d'annulation ou de retard important d'un vol – Portée – Exonération de l'obligation d'indemnisation – Notion de "circonstances extraordinaires" – Présence d'essence sur une piste d'un aéroport: CJUE 26-6-2019 aff. 159/18](#)
- [Pourvoi – Article 181 du règlement de procédure de la Cour – Règlement \(CE\) no 6/2002 – Article 6 – Dessin ou modèle communautaire – Motifs de nullité – Absence de caractère individuel – Représentation d'une colonne élévatrice actionnée électriquement: CJUE ord. 19-6-2019 aff. 820/18](#)
- [Communiqué Commission européenne](#) : Pratiques anticoncurrentielles - la Commission ouvre une enquête sur Broadcom et lui adresse une communication des griefs visant à imposer des mesures provisoires sur le marché des chipsets pour téléviseurs et modems
- [Renvoi préjudiciel – Directive 2008/50/CE – Articles 6, 7, 13 et 23 – Annexe III – Évaluation de la qualité de l'air – Critères permettant de constater un dépassement des valeurs limites de dioxyde d'azote – Mesures effectuées à l'aide des points de prélèvement fixes – Choix des sites appropriés – Interprétation des valeurs mesurées aux points de prélèvement – Obligations des États membres – Contrôle juridictionnel – Intensité du contrôle – Pouvoir d'injonction: CJUE 26-6-2019 aff. 723/17 – \[Communiqué de presse\]\(#\)](#)
- [Pourvoi – Article 181 du règlement de procédure de la Cour – Marque de l'Union européenne – Procédure de nullité – Déclaration partielle de nullité – Marque verbale VIPER – Marque nationale verbale antérieure VIPER – Usage sérieux de la marque antérieure: Ord. CJUE 20-6-2019 aff. 795/18](#)
- [Communiqué Commission européenne](#) : Concentration - la Commission inflige une amende de 28 millions d'euros à Canon pour avoir partiellement mis à exécution son rachat de Toshiba Medical Systems Corporation avant la notification et l'autorisation au regard du contrôle des concentrations
- [Communiqué Commission européenne](#) : Concentrations: la Commission autorise l'acquisition de Red Hat par IBM

Au Journal Officiel

- [Décret n° 2019-617 du 21 juin 2019](#) relatif aux abords de monuments historiques, aux sites patrimoniaux remarquables et à la dispense de recours à un architecte pour les coopératives d'utilisation de matériel agricole
- [Décret n° 2019-618 du 21 juin 2019](#) relatif à la commission de péréquation et de réorganisation et portant modification du fonctionnement de la Caisse de garantie du logement locatif social
- [Décret n° 2019-619 du 21 juin 2019](#) définissant la liste des collectivités territoriales retenues pour l'expérimentation « guichet unique – instruction et programmation partagée – référent unique » prévue à l'article 31 de la loi n° 2018-727 du 10 août 2018 pour un Etat au service d'une société de confiance
- [Avis](#) relatif à l'indice des loyers commerciaux du premier trimestre de 2019 (loi n° 2008-776 du 4 août 2008 et décret n° 2008-1139 du 4 novembre 2008)
- [Avis](#) relatif à l'indice du coût de la construction du premier trimestre de 2019 (décret n° 2009-1568 du 15 décembre 2009)
- [Avis](#) relatif à l'indice des loyers des activités tertiaires du premier trimestre de 2019 (loi n° 2011-525 du 17 mai 2011 et décret n° 2011-2028 du 29 décembre 2011)
- [Avis](#) relatif aux index nationaux du bâtiment, des travaux publics et aux index divers de la construction (référence 100 en 2010) et à l'indice de réactualisation des actifs matériels dans la construction de mars 2019
- [Décret n° 2019-624 du 21 juin 2019](#) portant diverses dispositions relatives aux procédures d'octroi des aides à l'investissement pour la construction, l'acquisition et l'amélioration de logements locatifs et pris pour application de l'article 109 de la loi n° 2018-1021 du 23 novembre 2018 portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique
- [Décret n° 2019-625 du 21 juin 2019](#) modifiant le décret n° 2014-890 du 1er août 2014 relatif au plafonnement des honoraires imputables aux locataires et aux modalités de transmission de certaines informations par les professionnels de l'immobilier et le décret n° 2014-1334 du 5 novembre 2014 relatif aux observatoires locaux des loyers, aux modalités de communication et de diffusion de leurs données et à la création du Comité scientifique de l'observation des loyers
- [Décret n° 2019-634 du 24 juin 2019](#) portant diverses dispositions relatives aux organismes d'habitations à loyer modéré et aux sociétés d'économie mixte de construction et de gestion de logements sociaux
- [Décret n° 2019-635 du 24 juin 2019](#) relatif à la réquisition avec attributaire
- [Décret n° 2019-641 du 25 juin 2019](#) relatif aux travaux réservés par l'acquéreur d'un immeuble vendu en l'état futur d'achèvement
- [Décret n° 2019-650 du 27 juin 2019](#) portant diverses mesures relatives au fonctionnement des copropriétés et à l'accès des huissiers de justice aux parties communes d'immeubles
- [Décret n° 2019-661 du 27 juin 2019](#) relatif à l'application des articles L. 302-5 et suivants du code de la construction et de l'habitation et à l'octroi de la subvention spécifique en faveur du développement d'une offre de logements locatifs très sociaux
- [Décret n° 2019-662 du 27 juin 2019](#) fixant la valeur du ratio de tension sur la demande de logement social permettant de déterminer la liste des agglomérations de plus de 30 000 habitants sur le territoire desquelles les communes sont susceptibles d'être exemptées, pour la période 2020-2022, de l'application des dispositions de l'article L. 302-5 et suivants du code de la construction et de l'habitation en application du III du même article

Jurisprudence

- Saisie des immeubles – confiscation prévue par l'article 131-21 du code pénal : [Cass. crim. du 26-6-2019 n° 19-80.239](#)
- Association syndicale : [Cass. 3^e civ. 27-6-2019 n° 17-28.871](#)
- Urbanisme et aménagement : [CE du 26-6-2019 n° 412429](#)
- Construction immobilière : [Cass. 3^e civ. 27-6-2019 n° 17-25.949](#)
- Lotissement : [Cass. 3^e civ. 27-6-2019 n° 18-14.003](#)

CIVIL

- [Rapport d'information AN n° 2075](#) de Mme Caroline Abadie et M. Aurélien Pradié déposé en application de l'article 145 du règlement, par la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, en conclusion des travaux d'une mission d'information sur les droits fondamentaux des majeurs protégés

Jurisprudence

- Procédure civile : [Cass. 2^e civ. 27-6-2019 n° 17-17.354](#)
- Procédures civiles d'exécution : [Cass. 2^e civ. 27-6-2019 n° 18-14.198](#)
- Procédure civile : [Cass. 2^e civ. 27-6-2019 n° 18-12.615](#)
- Responsabilité délictuelle ou quasi-délictuelle - Procédure civile : [Cass. 2^e civ. 27-6-2019 n° 17-28.111](#)
- Appel civil : [Cass. 2^e civ. 27-6-2019 n° 18-12.194](#)

Union Européenne

- [Communiqué Conseil de l'UE](#) : Des règles plus efficaces pour traiter les questions transfrontières en matière matrimoniale et de responsabilité parentale

DIVERS

- [Communiqué entreprises.gouv.fr](#) : DATAtourisme, une plateforme open data au service du secteur touristique
- [Lettre du TA de Montreuil n° 6 – juin 2019](#)
- [Communiqué ministériel](#) : Cédric O lance l'observatoire de la qualité des services numériques
- [Compte rendu du Conseil des ministres](#) du 25 juin 2019
- [Communiqué Conseil d'État](#) : Le 28 juin, le Conseil d'État organise le procès fictif en cassation sur le recours introduit par la ville de Lyon contre l'arrêt de la cour administrative d'appel du 29 juin 2031
- [Arrêté du 19 juin 2019](#) portant approbation des modifications apportées aux statuts de la section professionnelle des experts-comptables et commissaires aux comptes (CAVEC)
- [Arrêté du 21 juin 2019](#) portant approbation de la charte de la confraternité annexée au règlement intérieur de la chambre interdépartementale des notaires de Paris
- [JO Assemblée nationale Questions/Réponses](#) n° 26 du Mardi 25 juin 2019
- [JO Sénat Questions/Réponses](#) n° 26 du Jeudi 27 juin 2019